

LE TEMPS

09.04.2019, par Rachel Richterich

Syngenta veut sauver la planète. Enfin, peut-être.

On aimerait se dire: ah, enfin! Syngenta prend conscience de la menace climatique. Mieux, le géant bâlois de l'agrochimie va «accélérer ses efforts» pour répondre à ces enjeux, comme il l'affirme lundi dans un communiqué.

«Les exploitants agricoles doivent désormais prendre en compte le changement climatique, l'érosion des sols et le recul de la biodiversité», constate Alexandra Brand, sa nouvelle directrice de la durabilité nommée en janvier et citée dans le document. Nous devons absolument innover et agir pour relever ces défis.»

Mieux vaut tard que jamais.

Syngenta va-t-il abandonner la fabrication de pesticides? «Cesser la vente de certains produits extrêmement dangereux serait un premier pas essentiel», souligne Géraldine Viret de Public Eye. L'ONG a notamment dénoncé l'implication du Polo dans une vague d'intoxications survenue en 2017 en Inde, un insecticide de Syngenta interdit depuis dix ans en Suisse. Idem pour le Paraquat, classé produit toxique par la Confédération, qui demeure commercialisé dans certains pays.

Visiblement l'abandon de ces produits n'est pas pour tout de suite. Fidèle à sa rengaine, «Syngenta est résolument convaincu de la sécurité de ses produits, soumis à une réglementation rigoureuse». Surtout ces «produits de protection des cultures» selon leur appellation politiquement correcte représentent les trois quarts du chiffre d'affaires du groupe (13,5 milliards de dollars au total).

Se disant cependant «à l'écoute» – peut-être sous l'effet de l'amende de 81 millions qui a frappé son concurrent Monsanto condamné pour la dangerosité du RoundUp? –, la multinationale consent à «oeuvrer à la réduction du niveau de résidus dans les cultures». C'est donc ça la nouveauté.

Réduire de combien? En combien de temps? «Nous définirons des objectifs après discussion avec les différentes parties prenantes et les annoncerons plus tard cette année», répond au Temps une porte-parole de Syngenta. Peut-être aurait-il fallu attendre l'issue de ces «consultations» avec ces mystérieuses «parties prenantes» avant de communiquer, pour ne pas faire de cette annonce de lundi un nouveau cas emblématique de greenwashing.n